

L'ambassadeur du Maroc à la biennale de la photographie :  
"Le sponsoring de Royal Air Maroc cadre avec le développement »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 10 DECEMBRE 2019

510

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Audiences publiques de la CVJR**

**Les victimes de la crise  
demandent justice !**



**Lanceli Balla Keïta à IBK : Kôrô, le peuple  
est déçu de ta gouvernance !**



**IBK muet depuis le Tchikan pour Pau : Macron  
va-t-il leur faire la peau ?**

# FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une Brèves</b>	Audiences publiques de la CVJR : Les victimes de la crise demandent justice !	<b>P.4</b>
	Journée internationale de lutte contre la corruption : L'ambassade des Etats Unis au Mali a organisé un atelier	<b>P.11</b>
	Propos tenus par le chef du Bureau de la Minusma à Kidal : La mission onusienne réaffirme son attachement à l'intégrité territoriale du Mali	<b>P.11</b>
	Région de Mopti : Des groupes terroristes neutralisés à Parou	<b>P.11</b>
	Fonction publique des Collectivités territoriales : Le SYNTRACT menace d'observer une grève de 72 heures	<b>P.12</b>
	Enseignement Supérieur : Le Master "Genre et développement" désormais possible à l'USJP de Bamako	<b>P.12</b>
	Assemblée nationale du Mali : Un sans-emploi touche plus d'un million de salaire mensuel	<b>P.13</b>
	Brigade des mœurs : Fin de course pour une voleuse d'or	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Dépistage du cancer du col de l'utérus : Les femmes s'engagent à lutter contre le fléau	<b>P.15</b>
	Banditisme à Bamako : Oumou Koné dépouillée de sa moto	<b>P.16</b>
	Sécurité et sûreté de l'aviation civile : Adieu à COSCAP-UEMOA, bienvenue à URSAC	<b>P.17</b>
<b>Politique</b>	Lanceni Balla Keïta à IBK : Kôrô, le peuple est déçu de ta gouvernance !	<b>P.18</b>
	IBK muet depuis le Tchikan pour Pau : Macron va-t-il leur faire la peau?	<b>P.21</b>
	Convocation des chefs d'Etat à Pau : Macron irrite les Sahéliens	<b>P.22</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Mouvement des Gilets Verts : Les jeunes se mobilisent en commune VI	<b>P.25</b>
	L'ambassadeur du Maroc à la biennale de la photographie : "Le sponsoring de Royal Air Maroc cadre avec le développement »	<b>P.26</b>
<b>International</b>	«Biens mal acquis» : Le procès en appel de Teodorin Obiang s'ouvre à Paris	<b>P.28</b>
	Sénégal :Yakham Mbaye détruit Cissé Lô	<b>P.28</b>
<b>Sport</b>	Championnat national : Résultats des matches joués et programme	<b>P.29</b>
	Coupe CAF : L'objectif carton plein à domicile commence bien pour le Djoliba AC	<b>P.30</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.11



P.15



P.25





## Audiences publiques de la CVJR : Les victimes de la crise demandent justice !

La Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Mali (CVJR) a organisé sa première audience publique, dimanche 8 décembre 2019, au Centre international de Conférences de Bamako (CICB), placée sous le thème : « les atteintes au droit à la liberté (arrestations, détentions arbitraires, enlèvements, séquestrations, etc. »

▀▀ Etre humain est consubstantiel à être libre. L'amour de la liberté est un feu sacré que nous portons tous, au-delà de nos appartenances ethniques, politiques ou religieuses. Quiconque perd son autonomie et sa capacité de décider de sa vie subit la perte de la dignité fondamentale et nous devons impérativement l'aider à la récupérer ». Ces messages rap-

pellent à la gravité de la privation de liberté. Dimanche 8 décembre 2019, les victimes accompagnées d'un de leurs parents, ont passé tour à tour, devant les sept Commissaires de la CVJR. Chacun a raconté au public ce qu'elle a vécu pendant les conflits et crises au Mali (de 1960 à nos jours). Au total, elles étaient treize victimes pour cette Première audience publique. Elles ont livré des récits « poignants » et « émouvants ». Tous portaient sur des atteintes au droit à la liberté, notamment des cas d'enlèvements, détentions ou arrestations arbitraires et séquestrations, ainsi que d'autres formes de violence qui affectent le droit fondamental de l'être humain à être libre. Pour les victimes, les auteurs de ces violations « graves » au droit à la liberté sont connus. Ils sont notamment des Groupes armés signataires de l'accord ou non, le Mouvement national pour la

libération d'Azawad (MNLA), la milice Donzo et des Forces armées maliennes (Fama). Selon Ousmane Oumarou Sidibé, président de la CVJR, ces témoignages ne visent ni à accuser tel ou tel régime, ni spécifiquement certains corps de l'Etat, encore moins des Groupes armés en particulier, mais plutôt, dit-il, c'est dans le cadre d'une véritable thérapie collective en vue de susciter une prise de conscience collective, de porter un regard introspectif sur nous-mêmes, en tant qu'une nation décidée à tirer les leçons du passé pour aller de l'avant. « **Leurs cas ne sont ni plus, ni moins importants que les autres victimes de la CVJR. Toutes les victimes sont égales en dignité et en droits, quels que soient les auteurs** », a précisé Ousmane Oumarou Sidibé. Selon lui, le choix de ces victimes n'est pas fortuit. « **Nous avons choisi ces quelques cas pour leur capacité à nous faire réfléchir et à motiver des dialogues sincères et un apprentissage constructif de la paix dans notre pays** », relève le chef de la CVJR.

Le Vice-président de la Coordination nationale des Associations de victimes (CNAV), Oumar Sidi

Traoré encourage toutes les victimes des conflits et crises au Mali à poursuivre sans relâche le combat de la vérité avec cette Commission (CVJR) dans l'accomplissement de sa mission. « **Ce que nous voulons, c'est l'établissement de la vérité, savoir ce qui s'est passé, comment et qui en sont responsables ? Et poursuivre tous les auteurs, mettre en place un mécanisme de réparation des vies brisées. Enfin, que le nouvel État garantisse aux citoyens la non-répétition des violations des droits de l'Homme** », déclare Oumar Sidi Traoré.

Représentant du Président de la République, Lassine Bouaré, ministre de la Cohésion sociale, de la paix et de la Réconciliation nationale, a rappelé que le Mali adhère pleinement à l'esprit de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme notamment son article 3, qui dispose : « **tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne** ». Aussi, le **représentant du chef de l'Etat, a souligné qu'aujourd'hui, plus que jamais, chacun d'entre nous « doit comprendre la nécessité de sauvegarder et protéger la liberté de la Personne humaine, ainsi que sa sécurité car elle est essentielle à l'épanouis-**



**sement de tout être humain** ».

La cérémonie d'ouverture a marqué la présence de plusieurs personnalités, notamment Pr. Dioncounda Traoré, ancien Président de la République du Mali, des anciens Premiers ministres, Ousmane Issoufi Maïga et Moussa Mara, Pr. Aly Nouhoum Diallo, ancien président de

l'Assemblée nationale du Mali, le représentant du Haut-commissaire des Nations Unies au Mali, etc.

Nous y reviendrons !!!

■ IBRAHIM SANOGO



## Ambassade des Etats-Unis au Mali



L'ambassadeur Dennis Hankins a assisté à la cérémonie d'ouverture de la Rencontre de Bamako, un festival de photographie de renommée internationale mettant en vedette des expositions de photographes contemporains de toute l'Afrique et de la diaspora. Sur la photo, l'ambassadeur Hankins attend à présenter une exposition de photographies au Musée national du Mali avec le président Ibrahim Boubacar Keïta, les ambassadeurs français et marocains au Mali et le président de l'Institut français.

Les exportations culturelles maliennes jouent un rôle important en tant que moteur du développement économique et de la prospérité, et les États-Unis encouragent le Mali à jouer un rôle moteur dans la photographie internationale, la musique et les traditions ludiques en soutenant des événements comme la Rencontre de Bamako. Cette année, nous sommes fiers de voir plusieurs photographes américains participer au festival et mettent en valeur les liens étroits d'amitié et d'affinité culturelle entre les États-Unis et le Mali. L'ambassade des États-Unis au Mali soutient à la fois la préservation des traditions culturelles dynamiques et riches du Mali et célèbre la culture vivante qui est si manifeste à travers les photographies et les artistes de ce festival. Cette année, plusieurs photographes et critiques d'art américains sont présents au festival dont: Laylah Amatullah Barryn, Delphine Adama Fawundu Buford; Adger Cowan, Russell Frederick, Siddhartha Mitter, Seph Rodney et Deborah Willis.

## Etienne Fakaba Sissoko



DU JOURNAL LE 22 SEPTEMBRE

Sortie ratée du représentant de la MINUSMA à Kidal: Tiébilé Dramé réclame la tête de Christophe Sivillon

A la faveur du congrès du MNLA, tenu la semaine dernière à Kidal, le chef du bureau de la MINUSMA, Christophe Sivillon, a prononcé des propos séparatistes en dissociant Kidal du Mali. Cette déclaration a fait le buzz sur les réseaux sociaux et dans les milieux politiques. C'est ainsi que l'Assemblée nationale, le FSD de Soumaila Cissé et plusieurs associations ont dénoncé les propos malveillants du représentant de la MINUSMA dans la capitale de l'Adrar des Ifoghas. Pour sa part, le ministre des affaires étrangères, Tiébilé Dramé, a appelé le même jour le représentant de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif pour protester contre ces propos et réclamer la tête du français Christophe Sivillon. Le ministre Tiébilé s'est montré, nous-a-t-on dit, intraitable sur la question. Selon de source digne de foi, l'ONU est en train de lui chercher un remplaçant.

Ce n'est pas tout : Tiébilé Dramé a tenu à convoquer successivement le représentant de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif et Mme Baranga Gassarabwé, représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations Unies. Au cours de leurs rencontres avec le chef de la diplomatie malienne, les deux personnalités ont reconnu le «

caractère inacceptable » des propos tenus par le chef de bureau de la MINUSMA de Kidal.

Dans un communiqué rendu public par le service de l'information et de la presse du département des Affaires étrangères, il ressort que la MINUSMA « s'est engagée à prendre les mesures immédiates proportionnelles à la gravité des faits ». Elle s'est aussi engagée à veiller afin que de tels actes ne se reproduisent plus. Le limogeage imminent du français Christophe Sivillon se dessine in fine. A suivre El Hadj Chahana Takiou

## Touré Abdoul Karim



Une vidéo circulait un moment sur les réseaux sociaux, montrant Idriss Deby mettant la main sur un réseau d'européens qui prennent des enfants tchadiens pour les amener ailleurs. Les spéculations sont allées de trafics d'organes ou de réseaux de pédophilie. C'est une histoire qui ne tient pas la route, puisque s'il s'agit de trafics d'organes, ils n'auront pas besoin de le faire dans un pays où ils pourront être dénoncés. Si c'est pour des réseaux de pédophilie aussi, ils n'auront pas besoin d'embarquer avec un seul voyage un nombre aussi élevé d'enfants.

Beaucoup de ces hommes influents en Afrique ont à un moment donné été épaulés par des organisations de contrôle des pays africains et cela à tous les niveaux (idéologique, politique, pouvoir), comme la fondation Mitterrand par exemple dans son rôle de la démocratisation des pays africains francophones.

Touré Abdoul Karim

## Moussa Yoro Diallo



Moussa Yoro Diallo est avec Badra Aly Sidibé et 13 autres personnes.

CNJ-MALI : vers une dissolution pure et simple des deux bureaux. Merci aux anciens membres fondateurs/CNJ-MALI.

## Baba Boubacar Keita



09 Décembre , journée Internationale de lutte contre la corruption m'offre l'occasion de vous demander de mettre au commentaire de cette publication : << La corruption ne passera passera par moi .>>

## Daouda Camara



Dialogue national inclusif.

Quand IBK nommé ses ambassadeurs pour Dialoguer les Maliens de la Diaspora.seul dieu peut nous protéger.

### Seydou Dolo

Seydou Dolo, Citation, avec Kalifa Koné, à Bamako.  
On trouve toujours de l'argent pour faire la guerre, jamais pour vivre en paix.  
Albert Brie



### L'ami du peuple

L'imam Mahmoud Dicko en business class en route pour les Émirats arabes unis. Il dit qu'il n'a rien à dire sur l'actualité du pays et qu'il s'en kidada, il a déjà eu sa part et ses intérêts sont sauvegardés.  
Wadawadawoudou



### Alia Malaba

Alia Malaba a partagé une publication dans le groupe Les maliens unis pour le Mali.  
BANDIAGARA :



Depuis plusieurs semaines le pays Dogon est en proie aux malfrats terroristes qui obligent sous les menaces et exactions à déplacer les populations vers des zones plus peuplées...  
Aujourd'hui les #FAMA ratissent le plateau #DOGON pour mettre en échec ces lâches.  
Merci à vous... continuez vraiment pour que ce joyau du #Mali retrouve la tranquillité.  
Que dieu vous protège



### Malamine Traore

Début du procès CIDO OUEZZINDOUGOU contre le chef du village de Winzin Mady KONE et 2 de ses conseillers au tribunal de la commune 4, pour



vente des servitudes du marché et le cimetière de OUEZZINDOUGOU, toute la population était représentée notamment les imams, la communauté catholique, les femmes, les jeunes, les vieilles personnes et plusieurs associations de OUEZZINDOUGOU et de la commune du Mandé . A suivre !!!

### Djibrill Bassolé



Ouagadougou, le 9 décembre 2019  
Excellence Monsieur le Président du Faso,  
Suite aux graves accusations proférées contre ma personne par le présidium de l'Alliance des Partis de la Majorité Présidentielle (APMP) au cours de sa conférence de presse du 21 novembre 2019 ; au sujet de mon implication dans la perpétration des attaques terroristes au Burkina Faso, je me fais le devoir de vous adresser la présente afin de vous rendre compte de mon appréciation y relative et de formuler des suggestions.

Les accusations publiques portées à la connaissance de l'opinion par M. Clément P. SAWADOGO sont si graves et diffamatoires qu'elles mériteraient de faire l'objet d'une plainte en justice de ma part. Mais une bataille judiciaire entre nous par les temps qui courent prendrait les allures d'un conflit politico-médiatique au sein de la classe politique et nous offrirait un spectacle désolant concernant une question aussi sérieuse et délicate que la lutte contre l'extrémisme violent. C'est pourquoi, j'ai choisi de vous saisir personnellement afin que vous usiez de votre autorité pour calmer ce qui me semble être un jeu politicien et ramener à la raison les auteurs de ces accusations récurrentes, sans fondement. De telles accusations si on n'y prend garde, auront pour seules conséquences d'éloigner notre pays de l'adoption de solutions efficaces dans la lutte contre le phénomène terroriste.

Monsieur le Président du Faso ;  
Vous avez-vous-même émis le vœu que les Burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur s'unissent dans un élan patriotique pour constituer avec les Forces Armées nationales, un front robuste contre les forces du mal. Les déclarations de l'APMP au sujet de ma supposée implication dans les agressions terroristes sont aux antipodes de ce qui m'était apparu comme une ouverture et une démarche consensuelle de votre part.

Toute ma carrière durant, au plan national et international, j'ai toujours œuvré pour la paix et la stabilité au Burkina Faso et en Afrique. Avant mon incarcération à caractère politique, j'exerçais les fonctions d'Envoyé Spécial de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) pour le Mali et le Sahel, précisément pour rechercher sur le terrain l'instauration de la paix et la promotion d'un développement durable.

Je suis meurtri de voir le Burkina Faso et la sous-région ouest africaine sombrer dans un chaos sécuritaire sans pouvoir mettre mon expérience à profit afin d'aider les forces militaires et paramilitaires dans l'exécution de leurs difficiles missions et de mettre ensemble nos populations à l'abri des conséquences dramatiques des agressions criminelles récurrentes. Je suis confiné pour l'instant d'une

part, à prouver mon innocence totale au cours de mon procès en appel dans l'affaire dite du putsch manqué qui se déroulera bientôt je l'espère vivement et, d'autre part, à recouvrer ma santé.

Monsieur le Président du Faso ;

Pour réaliser l'union sacrée que vous souhaitez, il est impératif de calmer les tensions liées aux confrontations politiciennes inconvenantes d'où qu'elles viennent. Les propos et les comportements inutilement agressifs et provocateurs entameront sans aucun doute la sérénité dont nous avons tous besoin pour contribuer positivement à la restauration de la paix au Burkina Faso. Pour ma part, je ne voudrais entretenir aucune polémique partisane et enflammée qui nous éloignerait de nos nobles objectifs communs à savoir, faire du Burkina Faso un pays de paix, de sécurité et de prospérité.

Si à l'encontre de ma personne, ainsi que de mes camarades de l'ancien régime qui sont régulièrement pris à partie, il existe le moindre indice d'une participation à des actions terroristes, il serait plus judicieux de faire saisir la justice afin que devant le juge et le peuple burkinabè, les accusations soient clarifiées et que les éventuels auteurs de crimes soient confondus et poursuivis conformément à la rigueur de la loi. Si à l'inverse, comme j'en suis persuadé, rien ne prouve une quelconque culpabilité, la Nation entière gagnerait à bénéficier de notre contribution à l'effort national du retour à une situation de paix et de quiétude.

Monsieur le Président du Faso ;

Les accusations officielles formulées par l'APMP et relatives à ma supposée implication dans les attaques terroristes sont faites pour continuer à ternir davantage mon image et me priver de mes droits les plus basiques.

Le temps permettra au peuple burkinabè de connaître toute la vérité et de comprendre les véritables motivations de toutes ces accusations sans fondement fortement médiatisées et régulièrement servies à l'opinion publique.

Pour l'instant, l'urgence qui s'impose à tous devrait être la mobilisation de toutes les bonnes volontés, de toutes les ressources humaines et matérielles de notre pays afin de faire cesser les agressions terroristes multiformes dont la violence et la récurrence compromettront irrémédiablement les intérêts vitaux de la nation et partant, ceux de la région ouest africaine.

En attendant d'apporter utilement ma contribution à cette dynamique de paix si tel est votre désir, je voudrais réitérer Monsieur le Président, la requête à vous formulée par mes avocats de me permettre de sortir momentanément du Burkina Faso afin d'accéder aux soins de santé dans un hôpital spécialisé tel que prescrit par mes médecins traitants et autorisée par la justice. Je me ferai l'honneur de répondre présent aux devoirs et aux obligations qui m'incombent, en particulier, de me présenter devant la chambre d'appel du Tribunal militaire dès qu'il me convoquera. J'attends ce procès avec impatience.

Puisse Dieu veiller sur le Burkina Faso et nous armer de lucidité, de courage et de sagesse pour réaliser la paix et l'harmonie dans notre pays au profit de nos concitoyens !

Djibrill Yipènè BASSOLE

## Ammy Baba Cisse



Salif Diarrah. 10 h

A PAU, le Mali, le Niger et le Burkina doivent obligatoirement être sur la même longueur d'onde. Sahel

Salif Diarrah

Le sommet de Barkhane à PAU sera t-il à huis clos? On aura besoin de savoir qui dira quoi!!!

Ceux qui ont toujours encensé IBK et qui l'ont induit en erreur cherchent à se ressaisir et à le réorienter. Bien!

## Amadou Tall



FINLANDE: SI JEUNE MAIS DÉJÀ #PM-

A 34 ans, #SannaMARIN est devenue, hier dimanche 8 décembre, le Premier ministre de son pays.

Elle était des Transports dans le gouvernement précédent.

La Finlande est un pays d'extrême nord de l'Europe. Un des pays #scandinave comme la Suède, le Danemark, le Norvège.

Pigé (compris) les jeunes? N'acceptez pas de vous assoir et de demander qu'on vienne vous donner.

Allez chercher par vous mêmes.

GREVES EN #FRANCE :

UNE PENSÉE À NOS PARENTS LA BAS -

Il faut travailler pour vivre et envoyer l'argent pour faire vivre et soigner la famille au pays.

Il faut se déplacer pour aller travailler. Or, il est difficile de se déplacer en France en ce moment.

À 6 heures ce matin, il y avait plus de 600km de bouchon dans l'île de France (Paris et poutour).

Imaginez la souffrance de nos parents dans ces conditions.

ZONE G5SAHEL:

FAUT-IL VRAIMENT CHASSER LES FORCES ÉTRANGÈRES? -

C'est cela la question. Elle est claire et nette.

Et la réponse ? Elle dépend d'éléments clairs et nets et d'autres pas aussi clair.

Les populations sont mécontentes des forces étrangères. Et elles ont raison. En l'état, ces forces d'occupation et de sabotage ne vont rien apporter à nos pays. Elles ne sont pas là pour ça.

Au contraire, elles sont là pour soutenir les terroristes qui travaillent pour l'agenda du #Systeme qui les a envoyées chez nous. Ça c'est clair.

J'ai bien dit: en l'état.

Clair aussi: le ministre de la Défense du Mali, un général de division, a confié, voilà deux semaines, aux députés qu'il n'avait pas une armée. Et qu'il avait besoin rapidement de 10.000 hommes (à former



vite et à équiper).

Tahirou DEMBELÉ, c'est son nom, est allé inspecter les camps au front. Des camps sans AUCUNE source d'eau. Partout, il a trouvé des soldats affamés et sans eaux à boire. Dans un camp, ils avaient deux bouteilles d'eau.

Le jour où les soldats ont par miracle des biscuits et de l'eau, c'est la fête. Les munitions? N'en parlons pas.

Le soldat malien n'est pas lâche. Au contraire, il est brave. Mais, il faut tout le temps depuis 2012, recule et encaisse défaite sur défaite. Paradoxe ! Mais facilement explicable.

C'est l'heure de vérité, hein. On dit tout. Et je parle sous le contrôle des maliens qui ont tous suivi le ministre de la Défense à la radio et à la télé en direct devant les députés.

Le général a avoué que lui aussi avait peur en considérant son armée. C'est pas clair ça ?

D'ailleurs, consciemment, inconsciemment, honnêtement, hypocritement, les maliens SAVENT qu'ils n'ont pas d'armée. Et c'est justement pour cela qu'ils placent leurs ultimes espoirs sur les #Russes!

Cela veut dire que les maliens ne sont pas prêts eux-mêmes à faire quoi que ce soit pour leur pays. #Serval, #Misma, #Minusma, #Barkhane, G5Sahel: chaque addition de force, depuis 2013, a aggravé la situation et favorisé les terroristes; les alliés objectifs des forces étrangères.

Pendant ce temps, les populations n'ont rien fait pour leurs pays. Et ils ne sont toujours pas prêts à faire ce qu'il faut pour aider les armées et sauver la situation.

Recapitulons:

- Les populations ne sont prêtes à rien faire;
  - Nos États ont déclaré qu'ils étaient incapables (ce sont eux qui ont fait appel à la communauté internationale);
  - Nous n'avons pas d'armée;
  - Les Russes ne sont pas encore venus (et ils ne viendront jamais);
- Et nous voulons que les Forces étrangères s'en aillent ! Et laisser brutalement un vide.

Qui va remplir ce vide? Avec quoi? Et avec qui?

Que chacun tire sa conclusion.

## Ashley Leïla MAIGA

Il y'a des gens qui n'ont pas honte dans ce pays. Notre cher #Mali est en crise! Nos militaires sont tués par centaines par des djihadistes! Et cela n'empêche pas au président de la Commission Défense de l'Assemblée nationale et fils du Président #IBK de faire la bamboula



## Yacouba Issoufou PC

Dans le cadre des 16 Jours d'activisme de la lutte contre les Violences faites aux femmes, le Réseau des Femmes @UNPOL @UN\_MI-



NUSMA a en collaboration avec l'Association des Policières du Mali a organisé, le Samedi 07 Décembre, un match de football amical pour renforcer les liens.

## Séga DIARRAH (Giáp)



Au #Mali, Le silence paye, ça se paye, ça se récompense

Sinon qu'est ce que mon grand frère a fait pour mériter une médaille ? Il a été l'homme politique le plus aphone de l'année 2019 !



## aBamako

#Mali Avec 21 milliards de dettes, environ 3 milliards de déficit et une vicieuse inspection aux trousseaux du PDG:Un dépôt de bilan est imminent à l'ACI..



## Elhadj Djimé Kanté

Chak fois qu'IBK parle du passé glorieux du Mali, moi ça me rappelle l'epok où j'étais avec Adam.

Ah le temps passé !



## MALI MALIN

LES AVIONS CLOUES AU SOL : Qui bloque l'enquête ?

L'enquête avait été ouverte au Parlement après la lettre de Soumaila Cissé, chef de file de l'opposition.

Et une commission ad hoc avait été mise sur place aux fins de situer les responsabilités mais les résultats ne sont toujours pas là et les Maliens sont las d'attendre.

Elles sont nombreuses les personnes impliquées dans le mécanisme des commandes de l'armée qui avaient défilé à l'Assemblée nationale pour des écoutes au sein de la commission mise en place aux fins d'éclairer les honorables députés à qui cette affaire sulfureuse a été



confiée avant que la justice ne soit saisie.

Les Maliens connaissent très bien les personnes susceptibles d'être dans les commandes des militaires en raison de leurs statuts dans la hiérarchie militaire et administrative. Selon certaines sources les enquêtes ouvertes au sein de l'institution parlementaire ont rencontré des écueils, pour ne pas dire qu'elles sont butées à un mastodonte : le Conseil supérieur de la défense, une instance de décision dans l'acquisition des matériels militaires.

Dans cette affaire des avions cloués au sol, c'est l'Etat qui est bel et bien en cause et l'on ne doit pas chercher des boucs émissaires. Il s'agit pour la crédibilité des ordonnateurs des dépenses de remonter cette affaire au moment des faits pour enfin trouver les vrais coupables. Qui a ordonné les achats ? Qui a sorti l'argent ? Qui était dans les transactions financières ? En remontant les informations de fil en aiguille, on mettrait la main sur les coupables.

Dans un Etat sérieux l'on sait que dans l'achat des matériels militaires tout le monde n'est pas habilité. Les coupables cherchent une porte de sortie, se mettent à l'ombre et cherchent une marionnette à la-

quelle ils attachent des ficelles et la laissent partir les yeux bandés avec « le bâton de l'aveugle » pour tenter de ternir l'image de personnes honnêtes et qui ne sauraient participer à des transactions commerciales sur les matériels militaires. Quel danger alors pour ce grand pays !

De toutes les façons, les ministres de la Défense au moment des faits ont leur mot à dire en toute honnêteté, adienne que pourra. Le Mali a besoin d'avancer et il faut tirer au clair cette affaire sulfureuse. Nous n'avons pas besoin de tourner en rond pour cette affaire d'achat d'hélicoptères obsolètes.

Selon les dernières informations, le dossier serait sur la table du procureur Kassogué et si cela s'avérait, bientôt les Maliens sauront qui et qui sont dans la transaction financière qui a conduit à l'achat de ferrailles en lieu et place d'hélicoptères pour nos forces armées. Les pistes sont balisées et le procureur a de la matière pour démasquer et mettre au « gnouf » les coupables.

Ibrahima A. Tiocary Fulany Printemps  
EchosMédias

**SAMA**

transfert d'argent

## Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

**40%**

SUR VOS FRAIS DE  
TRANSFERT D'ARGENT

[www.sama.money](http://www.sama.money)

## Journée internationale de lutte contre la corruption : L'ambassade des Etats Unis au Mali a organisé un atelier



La Section des Affaires Publiques et le Centre Américain de Bamako sis à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique ont organisé un atelier sur la lutte contre la corruption avec 40 étudiants universitaires et jeunes professionnels maliens dans le but de sensibiliser à la corruption et à ses impacts sociaux et économiques, le 5 décembre 2019. L'atelier a été conçu pour accroître l'engagement des citoyens sur la question de la corruption au Mali à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption (le 9 décembre). Le personnel du Centre Américain a utilisé une série de courtes vidéos pour expliquer les concepts de base de la corruption. Après chaque vidéo, les participants ont été invités à discuter de son contenu, tel que définir la corruption et discuter de la manière dont la corruption varie selon les différents secteurs et institutions. Les participants ont également travaillé en groupes pour préparer des présentations sur les causes et les solutions potentielles à la corruption. A la fin des sessions, certains participants ont exprimé leur engagement à s'impliquer davantage, à travers des actions concrètes, dans la lutte contre la corruption au niveau local, communautaire et national.

## Région de Mopti : Des groupes terroristes neutralisés à Parou



Les Forces armées maliennes (FAMa) ont eu un accrochage, vendredi, avec des Groupes armés terroristes (GAT), à l'entrée de Parou, dans le Cercle de Bandiagara (Région de Mopti), annonce une source militaire.

Selon un communiqué de l'Armée, la riposte des militaires a fait fuir les terroristes. «Les FAMa ont engagé la poursuite jusqu'à une autre

## Propos tenus par le chef du Bureau de la Minusma à Kidal : La mission onusienne réaffirme son attachement à l'intégrité territoriale du Mali



Dans un communiqué dont nous avons reçu copie, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dit avoir découvert avec beaucoup d'étonnement, sur les réseaux sociaux, les propos tenus par le chef du Bureau de la Minusma à Kidal, lors du dernier congrès du MNLA.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, en mission hors du Mali, s'est, dès le 2 décembre 2019, entretenu avec M. Mahamat Saleh Annadif, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, chef de la Minusma, pour examiner les mesures que dictent lesdits propos.

En outre, ajoute le texte, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a reçu en audience autour de la même question successivement M. Mahamat Saleh Annadif, puis Mme Mbaranga Gasarabwe, représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations unies.

À l'issue de ces rencontres, les deux parties ont reconnu le caractère inacceptable des propos tenus par le chef de Bureau de la Minusma à Kidal. Aussi, la Minusma s'est-elle engagée à prendre les mesures immédiates proportionnelles à la gravité des faits et veiller à éviter la répétition d'une telle situation à l'avenir.

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, conclut le communiqué, salue l'engagement des femmes et des hommes de la Minusma pour la restauration de l'intégrité du territoire et de l'unité nationale du Mali.

■ Massa SIDIBÉ

base terroriste. Cette base a été, alors, détruite par elles, à environ 2 km, au nord de Parou», a indiqué la même source qui a ajouté que l'Armée ne déplore aucune perte contre cinq GAT neutralisés, côté ennemi. Toujours selon le site de l'Armée, le lendemain, en début de matinée, durant une opération menée par la force Barkhane dans le secteur d'In Figaren, à l'est d'Ansongo, un véhicule blindé a sauté sur un Engin explosif improvisé (EEI). Cette attaque a fait un blessé grave, parmi les militaires français, qui a été immédiatement pris en charge.

■ BD/MD

## Fonction publique des Collectivités territoriales : Le SYNTRACT menace d'observer une grève de 72 heures



**Le Syndicat National des Travailleurs des Collectivités Territoriales (SYNTRACT) du cadre de l'administration générale décide d'observer un arrêt de travail de trois jours, à compter du mercredi 11 décembre.**

Ce mot d'ordre de grève intervient à la suite de la non satisfaction des points d'accord de revendications inclus dans le Procès-verbal de conciliation entre ledit syndicat et le gouvernement, du 26 juin 2019. Ces points de revendication ayant préalablement fait l'objet d'accord n'ont finalement pas été mis en exergue. C'est ainsi que le SYNTRACT a décidé de prendre le taureau par les cornes, en décidant de partir en grève.

Ces revendications tournent autour de douze points essentiels, dont nous pouvons, entre autres, citer : la prise en charge des salaires et accessoires de salaires des fonctionnaires des collectivités territoriales du cadre de l'administration générale ; la mise en œuvre d'un plan de carrière de ces fonctionnaires ; le paiement intégral de leurs salaires de l'année 2019. S'y ajoutent la mise en application du décret de mise à disposition des fonctionnaires des collectivités territoriales dans les services centraux de l'Etat ; l'inscription de crédits dans Loi des finances représentant le montant des salaires et accessoires de salaires ; l'adoption d'un arrêté interministériel fixant les bases et maxims des taux de primes et d'indemnités allouées aux fonctionnaires des collectivités territoriales conformément à l'article 72 de la Loi n°2018-035 du 27 juin 2018. Portant statut des fonctionnaires des collectivités territoriales. Actuellement, force est de constater que les fonctionnaires des collectivités territoriales du cadre de l'Administration générale sont très marginalisés, comparativement à leurs homologues de l'Etat et autres des collectivités territoriales. Cet état de fait s'explique par l'injustice flagrante créée par l'Etat entre les fonctionnaires d'une même fonction publique des collectivités territoriales. Par exemple, les fonctionnaires du cadre de la santé et du développement social, de l'éducation, de l'emploi et de la formation professionnelle sont payés par l'Etat et ceux des collectivités territoriales du cadre de l'Administration générale sur les ressources insuffisantes des collectivités territoriales.

Les autorités doivent savoir que les Collectivités territoriales détiennent des ressources humaines qualifiées. Témoignent les différentes formations effectuées par les fonctionnaires des collectivités territoriales, admis au concours de recrutement direct en 2008 et qui ont suivi leurs

## Enseignement Supérieur : Le Master "Genre et développement" désormais possible à l'USJP de Bamako



Le mercredi dernier, le Master "Genre et développement" a été lancé au Rectorat de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB). L'USJPB et l'ULSB (Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako) ont ainsi lancé cette nouvelle faveur d'étude en compagnie avec les partenaires comme l'ONU-Femmes et le RECOFEM.

Le slogan de l'évènement était : « Genre et développement, les Universités s'engagent ». Désormais logé à la faculté des Sciences administratives et politiques (FSAP) de l'USJPB de Sogoniko, ce nouveau Master genre et développement est le fruit du partenariat tripartite entre l'USJPB, l'ULSHB et l'ONU-Femmes. Cette nouvelle filière se propose d'apporter une analyse approfondie des modes d'intervention de l'Etat, des collectivités, ainsi que les institutions supranationales telles : UEMOA, CEDEAO, UA, EU et ONU sur les inégalités entre femmes et hommes. Ce Master accompagne les étudiants dans la maîtrise du contexte institutionnel de l'action publique. Il les forme aux outils d'intervention en faveur de l'égalité et de la lutte contre les discriminations dans tous les domaines des politiques sociales : éducation, emploi, santé, économie et sexualité. Cette formation dans le Master vise à doter le Mali et d'autres pays de la sous-région des ressources humaines compétentes dans le genre. Pour obtenir ce Master, certaines disciplines sont enseignées : les droits de l'homme, le droit international humanitaire... Les frais de dossiers sont fixés à 10.000F et le coût total de la formation est 500.000F.

formations dans les différentes régions du Mali, les (CT4). Sur 721 admis à ce concours à cette date, aujourd'hui ce nombre est tombé aujourd'hui à 430, soit 40% du taux d'abandon. Plusieurs milliards ayant été investis dans leur formation, nos plus hautes autorités ne doivent pas négliger cette noble fonction publique.

Pour mémoire, ces fonctionnaires des collectivités territoriales, admis en 2008, ont été baptisés promotion « CT4 » du nom du Général feu Kafougouna Koné qu'elle ne cesse de remercier, d'immortaliser et de se glorifier des traces indélébiles qu'il a laissées derrière lui, durant sa carrière.

■ BAMB

## Assemblée nationale du Mali : Un sans-emploi touche plus d'un million de salaire mensuel



**L'ancienne chef de cabinet du président de l'Assemblée nationale, a été éjectée de son fauteuil par le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, alors président de l'Assemblée nationale.**

Le salaire mensuel de l'ancien chef de cabinet continue à être versé dans son compte bancaire. Cette dernière n'est pas n'importe qui, nommée chargée de mission puis bombardée chef de cabinet par le président du Parlement, elle serait à l'origine de tous les déboires du président du Parlement malien.

C'est à la suite d'une grave crise que le président de la République a demandé son éviction du cabinet parlementaire. Éric Mody Koité, interprète abusivement licencié réclame un droit et pour cela, on lui interdit l'entrée à l'hémicycle pour la modique somme de 12,5 millions de nos francs. Dans quelle démocratie sommes-nous ?

## Brigade des mœurs : Fin de course pour une voleuse d'or



Le mercredi 4 décembre 2019, les éléments de la brigade des mœurs conduite par le commandant de police Souleymane NIAM-POUGUI ont mis la main, après investigation, sur Assetou COULIBALY, auteur du vol des bijoux en or de Aïcha Lah, d'une valeur estimée à huit Millions de francs CFA et d'une somme considérable de sept cent Mille francs CFA, dont 200.000 F CFA en petites coupures.

La voleuse, Assetou Coulibaly s'était fait passer pour la femme du fils d'un grand commerçant de Bamako voulant acheter des bijoux. Invitée par sa victime (Aïcha Lah), chez elle à Daoudabougou en commune V du District de Bamako, Assetou s'est arrangée pour passer la nuit du 22 novembre 2019, et dérober tout l'or, ainsi que la somme de sept cent mille francs CFA de la bonne dame. Aussitôt informé, le Chef de la Brigade de Recherche de la Brigade des Mœurs, le Commandant de Police Souleymane NIAMPOUGUI a diligencé une enquête enfin de retrouver les auteurs. Après leur arrestation, elle et un présumé complice, le Commandant NIAMPOUGUI a invité la population à plus de vigilance et de collaboration.

**An Bé Gnogon Bolo**  
On est ensemble

**Malitel**  
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR GLOBAL  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700   
www.malitel.ml   
www.facebook.com/malitel.official 

## Dépistage du cancer du col de l'utérus : Les femmes s'engagent à lutter contre le fléau



La Première dame, Kéïta Aminata Maïga, a présidé la cérémonie de lancement de la phase II du Programme « weekend 70 » de dépistage du cancer du col de l'utérus. La rencontre a eu lieu, le samedi 07 décembre dernier, au Centre de santé de référence de la commune VI.

**A**u cours de la présentation du programme, le Pr Tékété Ibrahima a souligné qu'en 18 mois d'activité avec le début de la deuxième phase, 210000 femmes ont été dépistées dans le district de Bamako. « Comparé aux cinq dernières années avant le lancement de ce programme, où 55 000 femmes ont été dépistées, en termes de couverture, ceci nous a permis de passer d'une couverture de moins de 15% dans le district de Bamako à un peu plus de 42% de couverture de la cible ».

Le représentant du ministère de Santé Sidi Diallo, a précisé que malgré la simplicité de la prévention, de nombreuses femmes meu-

rent à cause de cette affection, « selon l'estimation de 2018, le nombre de nouveaux cas du cancer du col de l'utérus était de 1862 dont 1565 pour les moins de 65 ans et 297 cas pour les 65 ans et plus », a-t-il dit.

« Dans notre pays nous avons fixé une couverture d'au moins 70% du dépistage du cancer du col de l'utérus dans la capitale. Nous envisageons d'étendre cette

expérience probante dans toutes les régions du Mali », a-t-il souligné.

Pour sa part, la Première dame, Keïta Aminata Maïga, a incité toutes les femmes à continuer à se faire soigner, « il faut encore redoubler d'engagement pour entraîner toutes ces femmes qui ne sont pas engagées. On a beau disposer de l'argent, de l'équipement de la technicité quand il n'y a pas l'engagement, ça ne sert à rien et en matière de santé publique il le faut », a laissé entendre la Première dame.

Toutefois, le DG d'Orange Mali, Brelote, a précisé que « l'appui au projet n'est pas l'initiative d'Orange Mali en tant que société, c'est l'initiative des femmes d'Orange Mali qui ont compris qu'au-delà de s'impliquer très fortement dans le développement de la société, ce qu'elles font au quotidien, leur rôle doit aussi concerner toute la société. C'est dans ce cadre que l'initiative de la fondation a vu le jour, avec comme marraine la première dame. Nous avons appuyé financièrement ce programme et je dois aussi préciser que plus de 20% du budget ont été donnés directement par les femmes d'Orange Mali », a-t-il dit.

A cet effet, il a déclaré « Nous allons continuer notre apport financier à la fondation Orange Mali, à l'association des femmes d'Orange Mali pour qu'en 2020 nous puissions dépister 160000 femmes supplémentaires ».

Notons que le programme « weekend 70 » est une initiative de l'Amicale des femmes d'Orange Mali avec l'accompagnement financier de la Fondation Orange.

■ Ibrahima Sanogo



## Banditisme à Bamako : Oumou Koné dépouillée de sa moto

Le cycle de braquages à main armée s'intensifie, principalement en cette veille des fêtes de fin d'année, à Bamako en général, et à Faladié en particulier. Le dimanche soir, une femme a été privée de sa moto par des jeunes formés actuellement en gang pour semer la terreur et la désolation.

La scène s'est déroulée à Faladié Solola dans les environs de 20 heures. La victime, Oumou Koné, cherchait à rentrer tranquillement chez elle, après avoir fait un tour dans le kiosque de son mari. Malheureusement pour elle, deux jeunes sur une moto suivaient ces gestes comme de l'huile sur le feu. A quelques 100 mètres de son domicile, les voleurs ont klaxonné dans le but d'être plus près de leur proie. La bonne dame a ralenti au point de s'arrêter. C'est le geste qu'elle ne devrait pas faire. L'un des voleurs a tiré en l'air. Pris de panique les habitants qui étaient dans les parages ont déguerpi les lieux par peur d'être atteints par une balle perdue. Et, c'est en ce moment qu'ils ont sommé la bonne dame de descendre de sa moto. Craignant de ne pas perdre la vie, elle a obtempéré et ils l'ont déposée de sa Jakarta neuve. Après leur forfait, ils ont pris la fuite.

Mais le hic dans toute cette situation a été le fait qu'un jeune homme d'environ 25 ans se pointe sur le lieu. Selon la victime, le nommé Sékou Doumbia dit Vecha fait partie des malfaiteurs. Faudrait-il le rappeler, ce jeune



homme habite dans le quartier. Que faisait-il encore sur le lieu du forfait ?

A croire toujours la victime, Vecha est venu jouer au sapeur-pompier en essayant de calmer ses ardeurs. Il lui a demandé qu'est ce qui s'est passé ? Il faut te résigner, c'est un fait de Dieu. Quelques minutes après les habitants du quartier ont convergé sur le lieu. C'est là où la bonne dame pointa du doigt le jeune homme comme l'un des complices des voleurs. Vecha sentant le danger qui le guettait à tenter de se défendre en vain, peine perdue. Il échappa au lynchage des jeunes du quartier car ayant été sauvé par un autre jeune du quartier. Les deux familles voisines entrent en altercation chacun défend son enfant. Une situation qui a failli se transformer en affrontement direct.

Informés, les éléments du 10ème arrondisse-

ment ont subitement fait le déplacement pour calmer les esprits. Les policiers ont eu du pain sur la planche avant de pouvoir mettre la main sur le présumé auteur. Il a fallu un professionnalisme de la part des éléments du 10ème arrondissement pour le quérir. Avec les plaignants, ils se sont tous déportés au commissariat. A travers les premières interrogations, le présumé auteur a été placé en garde à vue pour approfondir les enquêtes. Pour le moment, les enquêtes se poursuivent normalement afin de faire toute la lumière sur cette affaire.

En attendant, en cette veille des fêtes de fin d'année, tous les motocyclistes vivent la peur au ventre.

Nous y reviendrons

■ Ibrahim Sanogo

WESTERN  
UNION

WU<sup>SM</sup>

MONEY TRANSFER



## Sécurité et sûreté de l'aviation civile : Adieu à COSCAP-UEMOA, bienvenue à URSAC



**L**e Projet COSCAP et le Programme des audits de sûreté cèdent leur place à l'URSAC qui est la structure permettant d'assurer la transition vers l'opérationnalisation de l'ACSAC

Le Secrétaire général du ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine, Marc Dabou, a présidé le jeudi 5 décembre dernier à l'Hôtel Sheraton de Bamako, l'ouverture des travaux de la 15ème réunion du Comité de direction du Projet COSCAP-UEMOA et de la première réunion du Comité de Direction de l'Unité régionale de Supervision de la Sécurité et de la Sûreté de l'Aviation civile de l'UEMOA (URSAC). C'était en présence du Commissaire chargé du département de l'Aménagement du Territoire communautaire et des Transports de l'UEMOA (DATC), Paul Koffi Koffi, du Directeur général de l'ANAC-Mali, Oumar Mamadou Ba. L'objectif de la session était faire le bilan des activités assignées au Projet COSCAP-UEMOA jusqu'à

sa clôture au 31 août 2019, ainsi que l'état de la mise en place de URSAC, la nouvelle structure qui sera chargée de poursuivre les activités relatives à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile, en attendant l'opérationnalisation de l'ACSAC.

Après avoir souhaité la bienvenue aux hôtes du jour, le DG de l'ANAC-Mali a rappelé que la présente rencontre intervient au sortir de la 40ème Assemblée générale de l'OACI, au cours de laquelle la sécurité de l'aviation civile, les menaces émergentes et la gouvernance régionale se sont trouvées au centre des préoccupations. C'est pourquoi, le DG de l'ANAC, a souhaité que la présente réunion prenne la mesure de ces préoccupations et s'inscrive véritablement dans l'opérationnalisation de leur Agence communautaire de supervision de la sécurité et de la sûreté (ACSAC). Selon lui, cette opérationnalisation passera forcément par la capitalisation des acquis du Projet COS-

CAP-UEMOA qui s'éteint et de l'URSAC-UEMOA qui vient d'être créée par l'UEMOA.

A sa suite, le Commissaire chargé du département de l'Aménagement du Territoire communautaire et des Transports de l'UEMOA (DATC), a saisi l'occasion pour faire le bilan des activités réalisées par le Projet COSCAP-UEMOA dans sa phase opérationnelle jusqu'à sa clôture le 31 août dernier. Selon Paul Koffi Koffi le Projet COSCAP a enregistré des résultats encourageants, mais a aussi rencontré des difficultés ainsi que l'adéquation des moyens qui lui ont été consacrés. Parmi ces résultats réalisés de 2005 à 2019, il a cité, entre autres : l'adoption d'un code communautaire de l'aviation civile des Etats membres de l'UEMOA ; la validation de 09 projets de règlements dans les domaines de la sécurité (Licences du personnel aéronautique, Exploitation technique des aéronefs, Navigabilité des aéronefs, Aérodrome et aides au sol) ; la certification de cinq aéroports internationaux ; l'organisation des séances de formation ayant enregistré plus de 800 participations au niveau régional et national.

Selon le Commissaire Paul Koffi Koffi, sur la base de ces acquis, le Projet COSCAP et le Programme des audits de sûreté cèdent leur place à l'UESAC qui est la structure permettant d'assurer la transition vers l'opérationnalisation de l'ACSAC. Les perspectives de l'URSAC, selon le commissaire, porteront essentiellement, entre autres, points à : assister les Etats en vue d'améliorer leurs taux de conformité dans les domaines de sécurité et de sûreté ; élaborer les règlements et manuels de procédures techniques ; contribuer à la préparation et à l'exécution des sessions de formation des inspecteurs et cadres nationaux de l'aviation civile des Etats et certifier les aéroports restants.

Pour sa part le Secrétaire général du ministère des Transports et de la Mobilité urbaine, a souligné que les points inscrits à l'ordre du jour sont pour son département, le gage de la clairvoyance pour le renforcement de la sécurité de l'aviation civile dans l'espace communautaire. Marc Dabou a enfin, souhaité de voir la même disponibilité et le même professionnalisme de l'équipe de l'URSAC, sur laquelle se fonde l'espoir de continuer à relever le niveau de la sécurité et de la sûreté de l'Aviation civile de la région.

**AM Touré**



## Lanceni Balla Keïta à IBK : Kôrô, le peuple est déçu de ta gouvernance !

**Kôrô tous ces sacrifices du peuple semblent être sans importance maintenant que tu es au pouvoir. Kôrô le peuple est déçu de ta gouvernance à causes de tes attitudes pro-françaises. Le savez-vous ? Voici la lettre ouverte adressée par Lanceni Balla Keïta au président Ibrahim Boubacar Keïta.**

**K**ôrô Bourama, bonjour ! C'est ton jeune frère Lanceni Balla Keïta. Kôrô, l'actualité m'oblige à te donner mon point de vue sur les conditions de la signature de l'Accord d'Alger, quatre ans après sa signature. Je l'avais fait avant, pendant et après la signature dudit accord d'Alger, source de tous les maux actuels de notre pays. Pour rappel les négociations d'Alger, commencées en octobre 2014 et qui ont duré huit mois, n'ont été aucunement bien préparées par toi

kôrô Bourama, ni par le Premier ministre Moussa Mara. Kôrô, comment à un si haut niveau de responsabilité, peut-on envoyer une délégation constituée de novices dans les questions de rébellion au nord, au moment où certains responsables maliens en savaient beaucoup sur la question et leurs solutions. Parmi ces responsables il y avait feu le Colonel Ousmane Coulibaly, l'Inspecteur général Mamadou Diagouraga, le Général Brahim Coulibaly et aussi d'autres cadres du ministère de l'Administration. Ni le haut représentant du chef de l'Etat en la personne de Modibo Keïta, ni le ministre Hamadoun Konaté, ni l'actuelle ambassadrice du Mali en Allemagne n'avaient aucune expérience sur la question. Disons également que les directives données par toi kôrô Bourama à la dite délégation avaient l'air d'une capitulation totale sur le sujet. Les visiteurs nocturnes très nombreux

t'ont fait savoir que la préservation de l'intégrité territoriale et de la forme républicaine et laïque de l'Etat étaient suffisante comme gage du rétablissement de la situation normale. En effet, ces visiteurs étaient en mission de partage du Mali au compte de la France. Alors que l'opposition républicaine t'avait proposé kôrô Bourama de tenir des concertations nationales sur le sujet avant d'aller à Alger, car pour l'opposition, ces pourparlers d'Alger allaient engager l'avenir du Mali et de la sous-région Ouest-africaine, toute entière. Mais kôrô Bourama, tu n'avais rien voulu entendre et ce qui devrait arriver est arrivée finalement. Allahu Akbar ! Kôrô, si tu ne le savais pas l'accord, taillé sur mesure pour la CMA afin de donner l'autonomie totale à la région de Kidal, épice centre des rebellions du Nord, a été soumis à l'appréciation des deux parties. Kôrô Bourama nous savons que vous avez été démarché nuitamment par les mêmes visiteurs pour valider le texte, en te faisant croire qu'il n'y a jamais d'accord parfait, tout en oubliant qu'il y a des accords non applicables

tout de même. Kôrô Bourama tu n'as pas assez insisté afin que les observations formulées par les forces vives de la nation soient intégrées au texte de l'Accord qui faisaient 13 pages.

**Cela n'a pas été non plus possible, parce que la France avait déjà plié le match, car ce sont les Français qui ont rédigé le texte en y mettant tous les germes de la dislocation du Mali.**

D'autre part Kôrô Bourama tu as demandé au ministre des Affaires étrangères de parapher le document de l'accord sur place, sans demander l'avis du peuple qui est le seul à détenir la légitimité.

Kôrô, je crois que tu n'avais pas non plus ni lu le texte, ni fait lire le texte afin de t'imprégner de son contenu. C'est là que le peuple malien et les autres présidents africains ont été étonnés qu'un tel document engageant l'avenir de 17 millions de maliens et celui de toute la sous-région soit banalisé de la sorte ! Kôrô, voici donc pour rappel la liste des éléments en cause dans l'accord.

**1) L'Accord du 15 mai est reconnu fondamentalement insuffisant** au regard des revendications du peuple de l'Azawad. En clair, ce que le Mali a signé le 15 mai 2015 n'engage que lui : les rebelles, eux, ne reconnaissent que les nouvelles clauses approuvées par l'Avenant du 20 juin 2015. Kôrô, cela veut dire que les rebelles choisissent ce qui les arrange tout simplement dans cet accord signé à la hâte.

**2) L'Azawad est reconnu comme entité politique, juridique et territoriale.** Cette disposition fait passer l'Azawad pour un mini-Etat fédéré ou, pour un territoire autonome. Ce n'est plus ce que le gouvernement a tenté de le faire croire, un simple terroir socio-culturel comparable au Banimonotié, au Ganadougou, au Kharta, au Khasso ou encore au KénéDougou. Kôrô comment cela est-il possible sous ton magistère ?

**3) Le Mali est engagé à reconnaître et à réparer les crimes** qu'il a commis depuis 1963 dans l'Azawad. Bien entendu, aucune réparation n'est due par les rebelles séparatistes et terroristes azawadiens qui ont allègrement pillé, violé et amputé les pauvres citoyens ma-

liens du nord depuis 1963! Kôrô comment le pays peut-il partager en acceptant cette clause de culpabilité ?

**4) La CMA est appelée à demeurer dans sa mission primordiale de défense** et de lutte pour les aspirations du peuple de l'Azawad. En clair, la CMA est reconnue comme une armée légitime au service de l'Azawad dont on sait qu'elle aspire à l'indépendance ! Non ! Non ! Kôrô je crois que le peuple malien n'acceptera pas cela !

**5) Il est décidé de la création d'une assemblée régionale regroupant les régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudéni** dont les prérogatives relèvent des domaines spécifiques de l'Azawad : cette disposition regroupe tout le nord (deux tiers du Mali) pour le soumettre à l'autorité légale des groupes armés qui, du fait de leur supériorité militaire, ne manqueront pas de contrôler l'assemblée régionale prévue dans l'accord. Kôrô es-tu encore au Mali ou en France ? Comment peu-tu accepter cela ?

**6) Le Mali a accepté de surseoir à l'organisation de toute élection** jusqu'au retour des réfugiés et jusqu'à la mise en œuvre du nouveau découpage territorial. On comprend maintenant pourquoi les rebelles s'opposent à toute élection dans le nord. Kôrô donc y a-t-il finalement deux pays à savoir le Mali du Sud et l'Azawad ?

**7) Le Mali a accepté de prévoir et déterminer le quota qui sera affecté à l'Azawad** pour les départements de souveraineté, les grands services de l'Etat, les représentations diplomatiques et les organisations internationales. Auras-tu noté que : les rebelles de l'Azawad ne se contentent pas de garder le nord sous leur coupe exclusive ; ils auront aussi un quota d'ambassadeurs, de consuls et de ministres. Et pas n'importe quels ministères : il s'agit des ministres de souveraineté comme ceux de la Défense, de la Justice, des Affaires Etrangères ou de l'Administration Territoriale. Il ne faut donc plus exclure de voir un jour Algabass Ag Intallah nommé ministre de la Justice ou de la Défense du Mali ! Walahi Kôrô tu sera le seul à accepter cela !

**8) Les forces de défense et de sécurité à**

**l'intérieur de l'Azawad** seront composées à 80% de ressortissants de l'Azawad ainsi qu'au niveau des postes de commandement. Cette disposition consacre la mainmise militaire de la CMA sur tout le nord. Avec 80% des soldats et chefs militaires, quel gouverneur élu pourrait-il leur tenir tête ? Comment parler d'armée malienne quand le Mali ne détient que 20% des effectifs et des commandants militaires déployés au nord ? Kôrô en acceptant cela, étais-tu vraiment lucide ?

**9) Pendant la période intérimaire, il sera mis en place des unités spéciales** mixtes comprenant 80% de ressortissants de l'Azawad. Cela signifie qu'en attendant la mise en place effective de l'armée hégémonique azawadienne, des unités militaires mixtes feront la loi au nord, composées de 80% de rebelles. Tu comprends donc maintenant pourquoi, malgré la propagande officielle, les patrouilles mixtes n'ont jamais pu fonctionner !

**10) Les zones de défense et de sécurité seront sous le commandement d'un ressortissant de l'Azawad.** C'est-à-dire que l'autorité militaire suprême du nord sera exercée par un officier issu des groupes armés rebelles ! Kôrô et pourtant tu avais dit le 11 juillet 2013 que tu n'allais jamais trahir les FAMA lors de ton meeting à l'ACI-2000. Mais tu viens de le faire !

**11) La CMA a défini elle-même la liste des combattants** et a déterminé leur grade dans le cadre de leur intégration dans l'armée nationale reconstituée. En clair, si la CMA veut ériger un berger touareg ou arabe au rang de général ou de colonel, elle n'aura qu'à le dire même sans insister. Kôrô, vraiment tu n'es pas seul dans ce combat, mais remue toi un peu !

**12) Le fait de considérer la création et l'utilisation de milices** comme un acte criminel cela autorise la CMA à engager le Mali à livrer la guerre à tous les groupes d'autodéfense pro-Mali, en particulier le GATIA, le Ganda Koy et autres Ganda Izo. Cela revient à combattre ceux qui ont défendu le pays lorsque l'armée avait abandonné ces zones !

**Kôrô sais-tu que Gao a chassé avec les mains nues les djihadistes ?**

Jusque là, Gao attend sa médaille de libération. Cela ne doit plus tarder, car n'oublie pas que Gao est notre "Bourana" !

**13) Le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) sera présidé par la MINUSMA** et coprésidé par les deux parties (Mali et CMA). Par conséquent, la CMA et le Mali font jeu égal ! Kôrô es-tu le même que nous avons connu entre 1992 et 2000 ? Cette question est importante pour te comprendre

**14) L'affectation d'un fonds spécial pour l'Azawad sur le budget de l'Etat** à hauteur de 40% sur une période de 20 ans en vue de résorber un retard de plus de 50 ans revient à prouver que le Mali a accepté sa culpabilité. Ainsi donc, l'Azawad (1. 293. 000 habitants, soit 9% de la population nationale) raflera 40% du budget national pendant 20 ans ! A ce train, nous autres du sud (17, 2 millions d'habitants) finirons bien par brouter de l'herbe ! La CMA a gagné, en définitive, le beurre, l'argent du beurre, la vache et la laitière! et toi-même kôrô. Qui l'aurait cru sous ton magistère?

**15) L'exploitation des ressources minières et énergétiques de l'Azawad** sera soumise à l'autorisation préalable de l'Assemblée inter-régionale, après avis de l'Assemblée régionale. Un quota de 20% de la production sera affecté à l'Azawad avec priorité à la région concernée. C'est-à-dire que : sans l'autorisation des rebelles, aucune ressource du nord ne peut être exploitée. Et s'ils donnent leur autorisation, le Mali devra reverser à la région concernée 20% des ressources exploitées. Alors, de quoi le budget national se nourrira-t-il ? Kôrô j'espère qu'il sera de même pour toutes les régions du Mali ?

En somme, les clauses de l'Accord sont si graves qu'on s'est gardé de les écrire noir sur blanc. On a plutôt tenté de les masquer en écrivant qu'elles seront « prises en compte dans le cadre de l'application ». Une manière de tenter une application en catimini. Or, les dites clauses sont trop nombreuses et trop lourdes pour passer inaperçues. Elles donnent un alibi permanent à la CMA pour ne pas déposer les armes. Malheureusement, le Mali n'a pas assez de force pour la renégociation ! Kôrô as-tu donc vendu le pays des pères de l'indé-

pendance à la France et à la CMA ? Kôrô la CMA a refusé de signer l'accord d'Alger, au motif, qu'il faille au préalable le soumettre aux 40 000 âmes de cette zone. Comme on pouvait s'y attendre, cette population a dit "niet". Elle a constaté, que leurs désidératas n'avaient pas été pris en compte. C'est pourquoi dans le texte subsidiaire élaboré après et favorisant la CMA, la démocratie dont le vote est l'élément fondamental a été supprimé dans les collectivités contrôlées par la CMA. Ha ! Kôrô est ce que le peuple malien tel que je le connais va-t-il accepter cela ?

Les organes élus dans cette zone ont déjà été remplacés par des rebelles désignés contrairement à l'article 98 de la constitution du 25 février 1990 qui consacre la gestion des collectivités. Kôrô, je t'informe que le peuple a compris maintenant ce qui a réellement changé dans ton comportement.

En effet, Kôrô, tu étais dans un dilemme total. Fallait-il accepter les propositions de la France et défendre ses intérêts qui résident dans le partage du Mali, en tant que français d'origine malienne et décoré Commandeur de la légion d'honneur en 2005 par le président Jacques Chirac, ou fallait-il défendre le Maliba de nos pères, crée suite à de haute luttes contre la même France ? Kôrô ! Dia ! Dia ! l'homme est un inconnu connu et un connu inconnu selon le président Sékou TOURE.

**Kôrô, tu as fait finalement le choix douloureux entre l'enfant adoptif (la France) et l'enfant légitime (le Mali).**

Kôrô pendant ta dernière séance publique de campagne à l'ACI 2000, as-tu fait savoir aux maliens que tu étais français et qui en t'éliasant, le peuple allait élire un français à la tête de l'Etat du Mali ?

C'est Kôrô Salif qui m'a chuchoté à l'oreille que notre grand frère est aussi un Français. C'est pourquoi toutes les incompréhensions entre toi Kôrô Bourama et le peuple malien résident dans ce choix douloureux. En réalité avant de devenir président de la République, lorsqu'on te voyait sortir des larmes pour le Mali, nous te considérions comme un responsable qui sent le Mali, qui respire le Mali ; qui vit le Mali, qui est prêt à se sacrifier pour le Mali, qui est prêt à mourir pour le peuple. Kôrô c'est d'ailleurs cette raison qui a fait que le peuple t'avait fait élire en 2002 avec 52,04% de suf-

frage exprimé.

N'eut été la volonté d'Alpha Oumar d'amener ATT coûte que coûte, Kôrô tu aurais été dès 2002 le président de la République du Mali.

Kôrô rappelle-toi que c'est le peuple malien qui a pris tes charges pendant tout le long de votre cycle scolaire ? Kôrô, tu as mangé aux frais du peuple les plats délicieux de macaroni, des plats de "comme de terre", comme le disent les paysans, des plats copieux de poulets, du petit déjeuner royal à l'époque composé de café au lait, d'omelette et de pains français. Kôrô tes habits étaient lavés et repassés aux frais du peuple. Tu as bénéficié de tenues scolaires très jolies.

**Kôrô tous ces sacrifices du peuple semblent être sans importance maintenant que tu es au pouvoir. Kôrô le peuple est déçu de ta gouvernance à causes de tes attitudes pro-françaises. Le savez-vous ?**

Kôrô tes analyses et tes discours donnent désormais de l'allergie au peuple actuellement, car ce peuple pense que tu ne vis pas dans le même pays que lui.

Kôrô, je viens d'apprendre que tes parents Français ont perdu 13 hommes à Indelima le lundi 25 Novembre 2019. Je présente à toi et à ton président Macron mes condoléances. La mort nous attend partout et à chaque moment. Que Dieu ait pitié de leurs âmes.

Kôrô Bourama, il faut savoir que ni Kôrô Salif, ni moi-même nous ne sommes pas tes ennemis. Nous te conseillons tout simplement. Mais kôrô, si tu ne veux pas de nos conseils, alors tue nous dès aujourd'hui. Tu auras tué des "dogo" tout simplement, mais la grande honte sera pour toi au Mandé.

Kôrô, pour terminer, je paraphrase le philosophe SENEQUE que tu connais bien : « Connais-toi toi même et deviens qui tu es ».

Kôrô, il est temps de choisir entre ton mandat et le Mali éternel!

**Lanceni Balla KEITA**  
**Ancien Ministre**  
**Ancien Député à Assemblée**  
**Nationale du Mali**  
**Ancien Député au**  
**Parlement Panafricain**  
**Militant de l'ADEMA-PASJ**  
**Officier de l'Ordre national du Mali**

## IBK muet depuis le Tchikan pour Pau : Macron va-t-il leur faire la peau?



**Quel est le sort que va réserver le président français à ses homologues G5Sahéliens le 16 décembre 2019 à Pau ? Les écorcher vifs ? Beaucoup de questions, certes, mais des réponses aussi ? Possible.**

Le président français se trouvait en Angleterre dans le cadre de l'OTAN lorsqu'il a émis le 'Tchikan français' - entendez le message- aux cinq dirigeants des cinq pays du G5 Sahel. Déjà, 'Jupiter' n'était pas à la

fête à cette occasion. Et pour cause ! En octobre, il avait accusé les États-Unis d'avoir tourné le dos à l'OTAN. Que du coup, cette organisation «était en état de mort cérébrale » et que «l'Europe était à l'agonie ». Et depuis, il faisait la cour aux russes.

Quand on veut jouer dans la cour des grands, on s'expose forcément. Aussi, au sommet de l'OTAN, MACRON se trouvait coincé entre la masse courroucée de Donald TRUMP, le spectre sourcilieux de Vladimir POUTINE et le regard désapprouvateur des autres européens. Le

président français a donc « passé un mauvais quart d'heure » sur le sol anglais. Tout était enfin fini, il pouvait traverser la Manche, retrouver d'autres problèmes chez lui (on y est depuis six jours !) mais respirer un bon coup. C'était sans compter avec les maudits journalistes. En effet, ce sont les confrères qui lui ont chauffé la tête avec cette histoire de treize soldats «accidentellement morts aux combats contre les terroristes au Mali » (mort accidentelle au combat...la langue française est profonde !). La chose en elle-même avait bien été digérée en France ; malgré la grosse émotion. Par contre, la question de la présence de la France au Sahara restait épineuse. Et c'est dans cette plaie que les journalistes ont «trempé la plume ». Exaspérant ainsi le «Gamin » de Salif KEITA dans «Kôrô ».

**Y aller ou ne pas y aller, telle est la question**

C'est donc en répondant aux journalistes depuis Londres que MACRON a indiqué à travers la Méditerranée qu'il ne voulait point envoyer ses soldats à l'aventure sur une terre d'hostilité anti française: «C'est la raison pour laquelle j'ai invité à Pau le 16 décembre prochain les cinq chefs d'État africains (...) pour pouvoir apporter des réponses précises (...) ».

C'est donc un interrogatoire serré, entre six yeux, qui attend nos cinq mousquetaires avec peur (pour le risque de lâchage) et avec reproches (soupçon de collusion avec l' «anti-



francisme » primaire. Et depuis que Emmanuel 'Jupiter' MACRON a émis son Oukase, il a soulevé chez nous plus de questions qu'autre chose. Certaines auront une réponse et de nouvelles autres pourraient surgir par la suite.

Tout d'abord, pourquoi dans l'ensemble, les cinq n'ont pas été bavards sur la question ? De quoi ont-ils peur ? Est-ce une invitation ou une convocation qu'ils ont reçue ? Ont-ils été informés avant la déclaration de Londres ou ont-ils reçu l'information en même temps que nous ? Autrement dit, la forme a été respectée ou pas ? Vont-ils y aller tout de même ? Peuvent-ils seulement se payer le luxe de ne pas y aller ? « Alpha », a certes pu dire NON à CHIRAC, un homme de droite. Mais MACRON c'est différent.

Les cinq, en position plus ou moins de faiblesse, vont y aller.

### Clarifier et formaliser les demandes de rester

Une autre question très discutée chez nous en zone G5 Sahel est : que va leur dire MACRON ? Beaucoup ont hâte de le savoir. Le corollaire de cette question est : que vont-ils lui répondre ? MACRON a déjà donné une indication claire sur l'ordre du jour : clarifier et formaliser leur demande de recevoir les forces étrangères (pas seulement françaises) chez eux et étouffer le sentiment anti français.

Une dernière question : MACRON a parlé pour la France et pour les autres : a-t-il été mandaté pour cela ? Si oui, cela change tout. Et si non, la question évidente est : pourquoi est-ce que la communauté internationale laisse MACRON en tête à tête avec IBK et les autres chefs d'Etat du G5 ? Pourquoi ne dit-elle rien ? Imaginez que la Minusma dise à MACRON : « Parlez pour vous ». Cela change tout aussi.

Toujours est-il que les cinq dirigeants sont plutôt silencieux depuis. Un silence plus problématique pour IBK qui s'était précipité pour aller assister aux obsèques des 13 soldats et que MACRON avait réservé traitement déshonorant. Il doit avoir mal monsieur « ne mordez pas la main tendue ». Mais, pour qui il nous prend ?

■ Amadou TALL

## Convocation des chefs d'Etat à Pau : Macron irrite les Sahéliens

**De Bamako à Niamey en passant par Ouaga, un tollé général a accueilli l'invitation-convocation adressé par le président Emmanuel aux chefs d'Etat du G5-Sahel. Ceux-ci doivent aller s'expliquer, le 16 décembre prochain à Pau...**

**E**n effet, le président Emmanuel Macron a invité à Pau le 16 décembre, les présidents des cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) pour leur réclamer un appui plus clair face à la montée d'un sentiment antifrançais au Sahel : « Nous devons à très court terme ré clarifier le cadre et les conditions politiques de notre intervention au Sahel avec les cinq Etats membres du G5-Sahel », exige-t-il. "Je ne peux ni ne veux avoir des soldats français au Sahel alors que l'ambiguïté perdure à l'égard des mouvements antifrançais", a-t-il averti,

La présence de troupes étrangères au Sahel, notamment celles de la force française Barkhane, pour combattre les djihadistes fait face à un rejet apparemment grandissant chez les habitants du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Mais cette invitation du président Macron aux chefs de l'Etat du G5 à clarifier leur position a irrité les Sahéliens.

L'invitation d'Emmanuel Macron suscite de nombreuses critiques au Mali et au Burkina Faso, Niger au sein d'opinions publiques où les critiques à l'égard de l'ancienne puissance coloniale trouvent de plus en plus d'écho, en particulier contre la présence militaire française.

**« De façon générale cette invitation est mal perçue au sein de l'opinion publique. Les gens font le rapprochement avec le sommet de la Baule de 1990 avec Mitterrand et y voient une sorte de paternalisme : la France appelle ses valets en Afrique »,** analyse Bréma Ely Dicko, sociologue à l'université de Bamako.

Pour le sociologue malien, les attentes des populations concernent « une synergie d'action et de meilleures concertation de Barkhane avec les forces armées locales ». « Alors que le sentiment anti-français se développe, cette rencontre ne garantira pas l'adhésion des po-

pulations », ajoute-t-il.

**Au Burkina Faso, cette formule d'invitation d'Emmanuel Macron ne passe pas, car elle rappelle les « temps coloniaux », estime Wakat Sera, journal selon lequel le président français a « jeté les pieds dans le plat » en annonçant qu'il conditionnera le maintien de Barkhane dans la région du Sahel à un « positionnement sans ambiguïté », de la part des pays de cette région où la force française est engagée dans la lutte contre le terrorisme.**

Macron a exprimé son « ras-le-bol », dénonce ce quotidien ouagalais, mais pas que, il a « peut-être » aussi exprimé un « sentiment d'impuissance » dans une lutte qui devient comme « sans fin ». Et Wakat Sera invite les dirigeants africains à saisir cette opportunité du 16 décembre pour dire au « grand sachem » que « plus que la France, les armées nationales des pays du G5-Sahel sont endeuillées au quotidien par cette lutte contre le terrorisme », elles qui ne sont même plus en mesure de « compter leurs morts », sans omettre les « milliers de déplacés dans leurs propres pays ». Et ces dirigeants africains doivent montrer au président français que la lutte de longue haleine contre le terrorisme est un « same fight » pour la France et le Sahel, martèle Wakat Sera (étant ici souligné que, par « same fight », ce confrère ouagalais entend « même combat », mais c'est donc en anglais qu'il tient à l'exprimer).

Au Burkina-Faso encore, le journal Les Echos du Faso résume à sa manière le coup de menton du président français. **« Pendant que je vous lave le dos, ne laissez pas vos concitoyens me taper sur le dos », formule-t-il. Et ce confrère ouagalais se demande ce qu'à Pau va répondre le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré. « Comme Maurice Yaméogo, le premier président voltaïque, va-t-il renoncer à la présence de troupes françaises sur notre sol ? Comme Sankara, va-t-il répondre que nous préférons compter sur nos pro-**



**pres forces et rejeter l'aide des troupes françaises dans le combat contre le terrorisme ? »**, s'interroge donc Les Échos du Faso.

« La France est en partie responsable de la situation actuelle, car tout est parti du bombardement de la Libye », martèle Hervé Ouattara, à la tête du Front anti CFA au Burkina, et très critique de la politique africaine de la France. « Il est temps que ces cinq chefs d'États réaffirment leur indépendance et que l'on discute d'égal à égal, avec un respect mutuel. De plus, nous avons l'impression que les militaires français spolient nos matières premières. Leur présence ne fait que prolonger la France-Afrique. »

Pour le politologue Abdoul Karim Saïdou, «  **dans le fond, Pau servira juste à renouveler l'allégeance à la France, car aucun de nos présidents ne demandera le départ de Barkhane. Ce qui est en jeu, c'est la contestation du monopole diplomatique des États. Les sociétés civiles africaines investissent de plus en plus l'arène internationale pour influencer les politiques étrangères de leurs États »**. « Ce qui se joue ici participe à la reconfiguration de la politique internationale, longtemps considérée comme « la haute politique », à laquelle les gens d'en bas n'ont pas accès », ajoute-t-il.

Au Niger, les propos d'Emmanuel Macron sont

très mal accueillis par des Nigériens qui les qualifient de méprisants. **“Si Emmanuel Macron convoque les chefs d'Etat pour leur dire : venez clarifier vos positions, alors que c'est avec eux que tout cela a été organisé, et que ceux-ci acceptent, alors cela signifie qu'il ne souhaite pas qu'ils refusent”**, analyse Moussa Tchangari qui préside l'association Alternative espaces citoyens, une organisation de la société civile du Niger. Pour Moussa Tchangari, le président français souhaiterait que **«les chefs d'États lui donnent les garanties qu'ils prendront des dispositions pour empêcher les critiques contre la présence des forces militaires françaises. Donc c'est un défi et un recul sur le plan démocratique. De ce point de vue, c'est grave, il a été vraiment très mal inspiré”**.

Mais pour Issa Garba, porte-parole de l'ONG Tournons la page, cette rencontre pourrait être l'occasion pour les chefs d'Etat africains d'affirmer la souveraineté de leur pays.

**“Le président Mahamadou Issoufou ne devrait même pas envoyer Abba (son directeur de cabinet et par ailleurs son fils, ndlr) à cette réunion”**, explique-t-il.

**“Ma conviction est que Issoufou ne devrait même pas y aller. Il n'a pas de compte à rendre à Macron. Quand Nicolas Sarkozy avait des problèmes au Niger, il s'était déplacé. C'est lui (le président Ma-**

**cron) qui a des intérêts au Niger. Mais nous, quels intérêts avons-nous en France ? On n'a rien, on n'a aucune société nigérienne qui y opère. Ce sont eux qui ont des sociétés ici”, s'emporte Issa Garba qui souhaiterait plutôt voir Emmanuel Macron venir rencontrer ses homologues africains “en Afrique”**.

**Le gouvernement du Niger n'a livré dans l'immédiat aucune réaction officielle suite aux propos du président français. Le Front de l'opposition indépendante maintient pour sa part ses premières déclarations : “les forces militaires étrangères doivent quitter le Niger”**.

Face à cette « invitation » du Président Macron aux chefs de l'Etat du G5 à se rendre à Pau le 16 décembre prochain, l'on se pose la question de savoir quelle sera la réaction des chefs d'Etat : celle de se « soumettre à l'invitation » où suivre l'exemple du président malien Alpha Oumar Konaré. En 1995, celui-ci avait refusé de se rendre à Dakar, où il avait été « convié » par Jacques Chirac pour participer à un Sommet rassemblant autour de lui tous les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest. Alpha Oumar Konaré avait alors refusé de se soumettre à ce qu'il considérait comme une convocation émise par un ministre des Colonies en tournée d'inspection.

■ Mohamed Sylla

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



## Mouvement des Gilets Verts : Les jeunes se mobilisent en commune VI

A l'instar des autres communes du district de Bamako, les Gilets verts de la Commune VI ont organisé le lancement de leurs activités, samedi 7 décembre 2019, devant la Mairie de ladite commune. Plus de 200 jeunes et femmes venus de tous les dix quartiers de commune VI ont pris part à cet événement, afin de sensibiliser la population à assainir leur environnement.

**P**our le Coordinateur du projet « Mouvement Gilet Vert », leur mission est d'informer et sensibiliser la population de la CVI par rapport à l'assainissement, à l'environnement et ses impacts liés aux déchets plastiques. Nous avons scindé nos agents en quatre groupes. « **Les deux premiers groupes vont sillonner le quartier de Sogoniko notamment la mairie, le CSCOM et d'autres. Les deux derniers groupes vont faire la sensibilisation et d'informer la population davantage surtout les environs de l'Auto-gare. Nous avons décidé de faire cette activité à Sogoniko parce que celui-ci est le cœur de la CVI** », a-t-il

souligné.

Le Conseil du Chef du quartier de Faladié, Moussa Diawara a indiqué que le développement d'une communauté est basé sur la propreté. « **En parlant de l'assainissement, nous sommes très fiers de voir nos enfants, à travers le mouvement des Gilets Verts, prendre soin de leur quartier. Nous leur dirons qu'ils ont tout notre soutien** », a-t-il précisé.

Pour l'Imam de la mosquée verte de Niamakoro, la religion musulmane confirme que l'assainissement est l'une des vertus de l'islam. « **La propreté est la vertu de la croyance et la saleté est l'œuvre du Satan** », a dit le Prophète Mohamed (PSL). Et puis, il a dit ceci : « **est maudit, celui qui dépose les ordures sur les lieux où les gens se rencontrent** ». A ses dires, des prêches seront organisées afin de sensibiliser les fidèles à assainir leur environnement. « **Nous soutenons cette activité. C'est une très bonne chose pour notre commune. Ce mouvement a toute notre bénédiction pour mener à bien leurs activités qui est un Bamako propre** », a commenté l'Imam Diaka-

lia Dombia.

Par ailleurs, quant à la Couturière Philomène Dembélé, elle a affirmé que l'initiative de cette activité est très salubre non seulement à l'endroit du département en charge de l'Environnement et de l'assainissement mais à l'égard du Mouvement Gilets Verts de la CVI. « **Je tiens à interpeller toute la population, surtout les femmes, à sortir massivement pour appuyer ce projet. C'est nous les femmes qui sommes les premières concernées. Il faut sensibiliser les gens à ne pas déposer leurs ordures dans les caniveaux, ni dans les ruelles mais dans les poubelles** », a-t-elle conseillé.

Lancé en août 2019 par le Gouvernement, à travers le ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, le Mouvement du Gilet vert a pour mission de susciter une appropriation à la base des questions liées à l'environnement et à l'assainissement au Mali.

Le mouvement est dirigé en commune VI par le Coordinateur du projet, Mahamadou Lamine Sissoko, selon lui, il est aussi, en plus de l'insalubrité, une réponse clé aux préoccupations face au changement climatique, la désertification, la pollution de l'eau et de l'air.

■ IBRAHIM SANOGO



## L'ambassadeur du Maroc à la biennale de la photographie : "Le sponsoring de Royal Air Maroc cadre avec le développement »

**D**epuis 2015, la compagnie Royal Air Maroc (RAM) est le transporteur officiel de la Biennale africaine de la photographie dont la 12e édition a été lancée, le 30 novembre dernier, par le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta. Elle se déroulera jusqu'au 31 janvier 2020. Le sponsoring de Royal Air Maroc, selon l'ambassadeur du Maroc au Mali, S. E. M. Hassan Naciri, cadre parfaitement avec la politique volontariste conduite par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en faveur de l'émergence et du développement de l'Afrique. Pour cette 12e édition des Rencontres de Bamako, ils étaient plus de 80 invités à effectuer le déplacement grâce à la Royal Air Maroc. Et la compagnie s'est engagée avec le ministère de la Culture à sponsoriser l'édition 2021 des Rencontres de Bamako.

En sa qualité de Champion de l'Union africaine pour les arts, la culture et le patrimoine, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, a officiellement lancé, le 30 novembre 2019, les activités de la 12e édition de la Biennale africaine de la photographie, qui se poursuivra jusqu'au 31 janvier 2020. Cette cérémonie grandiose a vu la participation de plusieurs invités de marque au Musée national de Bamako.

En plus du Premier ministre, Dr. Boubou Cissé, on y notait la présence de plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de la Culture, Mme Ndiaye Rama Diallo.

Étaient également au rendez-vous, des représentants du corps diplomatique et consulaire, dont l'ambassadeur du Royaume du Maroc, Hassan Naciri. Sans oublier les représentants d'organisations internationales, le président de l'Institut français, les délégués des grandes rencontres panafricaines, les commissaires et co-commissaires des Rencontres de Bamako ainsi que le délégué général, Lassana Igo Diarra.

D'entrée de jeu, une minute de silence a été observée en la mémoire de Mme Bisi Silva, décédée le 12 février 2019 à Lagos, au Nigeria.

Cette dame fut la commissaire générale de la 10e édition de la Biennale africaine de la photographie en 2015.

C'est pourquoi, la ministre de la Culture, Ndiaye Ramatoulaye Diallo, a décidé de rendre un vibrant hommage à cette brave femme de la culture.

**"Je suis toujours extrêmement impressionnée de prendre la parole devant autant d'artistes photographes, d'autant que cette cérémonie d'ouverture de la 12e édition des Rencontres de Bamako marque les 25 ans d'existence de cette fête panafricaine de la photographie. Cet événement continental se conjugue, cette année, avec la mise en œuvre du mandat de Son Excellence Ibrahim Boubacar Keïta, en qualité de Champion de l'Union africaine pour les arts, la culture et le patrimoine.**

**Monsieur le Président, cette distinction que vous portez davantage comme un flambeau plutôt qu'une couronne, rend justice à l'exemplarité de votre engagement, et davantage des actes concrets qui furent les vôtres pour faire de la culture un levier de développement"**. Paroles de Mme Ndiaye Ramatoulaye Diallo pour souhaiter la bienvenue aux participants en terre malienne.

Nées en 1994, les Rencontres de Bamako, dira-t-elle, sont aujourd'hui la principale manifestation artistique dans le domaine de la photographie sur le continent africain. **"Véritable plateforme de visibilité pour les artistes photographes et vidéastes d'Afrique et de ses diasporas, elles ont contribué à développer la carrière de nombre d'entre eux et pour certains même, à leur bâtir une stature internationale. Elles participent ainsi à la fois à la reconnaissance et à la consécration de la photographie africaine"**, précisera la ministre de la Culture.

Si le thème de la 11e édition portait sur "Afro-

topia", celui de l'édition 2019 est axé sur les "Courants de conscience".

Cette rencontre, dira Mme Ndiaye Rama Diallo, **"offre la possibilité aux artistes de traiter, avec leur inspiration, leurs aspirations aussi, un sujet d'actualité, d'en tirer beauté, expression, réflexion et lecture personnelle susceptible de nourrir la conscience collective et de fertiliser nos rêves"**.

L'édition 2019 des Rencontres de Bamako a vu la participation de plus de 80 artistes issus de différents pays. Et ils ont été transportés grâce à la compagnie Royal Air Maroc en tant que transport officiel.

### "Même valeur que les tableaux d'art"

L'ambassadeur du Royaume du Maroc, Hassan Naciri, a profité de l'ouverture de la Biennale pour rendre un vibrant hommage aux organisateurs et à tous les participants. **"De nos jours, la photo est devenue une discipline artistique autonome et sa valeur artistique n'a rien à envier aux tableaux d'art. La photographie c'est des messages, des émotions et un arrêt sur image qui interpelle chaque regard de manière différente et ce sont les regardeurs qui font les photographies, car, dit-on, les images parlent un million de mots.**

**Je me réjouis que cette édition présente davantage d'expressions photographiques et favorise les échanges en faisant la part belle aux photographes africains et particulièrement aux talents émergents.**

**Mes remerciements vont également et particulièrement à l'Institut français et à la compagnie nationale Royal Air Maroc, transporteur officiel des participants et à toutes les institutions qui ont contribué à l'organisation de cet événement culturel majeur"**, dira le diplomate marocain, avant de saluer le sponsoring de Royal Air Maroc.

Selon lui, ce sponsoring cadre parfaitement avec la politique volontariste conduite par le Roi Mohammed VI en faveur de l'émergence et du développement de l'Afrique qui passe naturellement par la préservation et la valorisation des patrimoines culturels ainsi que la promotion de la création artistique, précisera



l'ambassadeur Hassan Naciri.

Notons que la Royal Air Maroc (RAM) a signé dès septembre 2015 un partenariat avec le ministère de la Culture pour transporter les invités de la Biennale africaine de la photographie pour les trois éditions (2015, 2017 et 2019), ce qui a permis de contribuer au succès de cette manifestation culturelle consacrée à la photographie.

**“Nous nous réjouissons que le Mali reçoive les vols réguliers de Royal Air Maroc depuis plus de 30 ans et où la compagnie, qui y occupe la place de deuxième opérateur aérien, fasse partie désormais de la longue liste des pays dont notamment le Sénégal, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cameroun... bénéficiaires du soutien et de l'accompagnement de Royal Air Maroc dans les domaines social, culturel et artistique.**

**C'est dans ce même esprit de Responsabilité sociale que la Royal Air Maroc a re-**

**cruté des hôtes et des stewards maliens qui sont opérationnels aujourd'hui sur tout le réseau international de la compagnie”, a-t-il rappelé.**

Lors de cette cérémonie de lancement de la 12e édition de la Biennale africaine de Bamako, la Royal Air Maroc (RAM) avait installé un stand à l'entrée du Musée national de Bamako avec des décors impressionnants aux couleurs du Royaume chérifien. Ce qui a d'ailleurs attiré l'attention du président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita, en le visitant.

Notons également que la compagnie Royal Air Maroc a offert un dîner aux participants des Rencontres de Bamako, le samedi soir, dans le jardin du Musée national dans une ambiance festive et fraternelle. Là aussi, l'ambassadeur Hassan Naciri a salué le partenariat entre Royal Air Maroc et le ministère de la Culture du Mali dans le cadre de l'organisation de cette Biennale africaine de la photographie.

L'occasion était bonne pour le délégué général des Rencontres de Bamako, Lassana Igo Diarra, de saluer ce partenariat gagnant-gagnant au service de la culture.

Il est nécessaire de préciser que la compagnie Royal Air Maroc dispose depuis quelques mois d'un nouveau représentant régional à Bamako, El Mostafa Loudagh, réputé être un homme disponible, humble et respectable, selon les nombreux responsables des agences de voyage. Ce cadre très compétent a déjà servi au Burkina Faso.

Notons que la Royal Air Maroc a signé avec le ministère de la Culture une convention aux termes de laquelle elle renouvelle son partenariat en tant que transporteur officiel pour la 13e édition de la Biennale africaine de la photographie prévue en 2021 à Bamako.

■ EL HADJ A.B. HAIDARA

## « Biens mal acquis » : Le procès en appel de Teodorin Obiang s'ouvre à Paris



Le procès en appel de Teodorin Obiang, fils du président de Guinée équatoriale et vice-président de ce pays, s'ouvre ce lundi 9 décembre à Paris. Reconnu coupable de blanchiment, notamment de corruption, il avait été condamné à trois ans de prison avec sursis, 30 millions d'euros d'amende avec sursis et la confiscation de ses biens, estimés à

plus de 150 millions d'euros.

Le patrimoine considérable et le train de vie fastueux de Teodorin Obiang en France sont au cœur de ce procès. Parmi la longue liste dressée par les juges d'instruction, de nombreuses voitures de luxe, des caisses de grands vins, des montres d'exception et surtout, un immeuble de 4 000 m<sup>2</sup> dans

le très chic XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, estimé à 107 millions d'euros.

À l'intérieur, des objets d'art, des robinets en or mais aussi un salon de coiffure et une discothèque. Or l'achat de ces biens n'a pu être financé par les seuls revenus officiels de Teodorin Obiang avaient souligné les enquêteurs. Ils avaient notamment relevé qu'entre 2004 et 2011, près de 110 millions d'euros provenant du Trésor public de son pays avaient crédité son compte personnel. Et que certains achats avaient été réglés par des entreprises équato-guinéennes comme Somagui Forestal, une société d'exploitation forestière qui était sous son contrôle quand il était ministre des forêts. « Teodorin Obiang a toujours dit qu'il a gagné légalement son argent dans son pays. Il est innocent » avaient souligné son avocat lors du premier procès, sans convaincre, puisque le tribunal l'avait reconnu coupable de blanchiment, notamment de corruption et de détournements de fonds publics.

La cour d'appel va-t-elle confirmer ou non ce premier jugement, inédit dans une affaire de biens mal acquis ? Ce nouveau bras de fer judiciaire devrait en tous cas se jouer sans Teodorin Obiang, qui n'avait jamais comparu en première instance.

## Sénégal : Yakham Mbaye détruit Cissé Lô

Ce n'est plus le parfait amour entre Moustapha Cissé Lô et ses camarades de parti. En effet dans un entretien accordé Dakaractu, Yakham Mbaye soutient que Cissé Lô a obtenu 4 101 tonnes ainsi composées : 3 000 tonnes d'engrais ; 600 tonnes de semences de niébé ; 500 tonnes de semences d'arachide ; 01 tonne de semences de pastèque.

Selon le directeur général du Soleil « après ces 4 101 tonnes, il est revenu à la ressource pour exiger et obtenir deux autres marchés de 430 tonnes qu'il disait devoir réserver à ses protégés. Dans le détail, ce sont 165 tonnes de semences niébé et



265 tonnes d'engrais» ., « Savez-vous comment il a procédé pour faire main basse sur ces 430 tonnes ? Il a concocté deux listes comportant 98 supposés producteurs qu'il dit être ses protégés. Seu-

lement, on est en droit de penser et de croire qu'il s'agit, pour l'essentiel, de membres de sa mafia et surtout de sa famille dont ses enfants», déballe Yakham Mbaye



## Championnat national : Résultats des matches joués et programme

Sur les 11 rencontres de la 10e journée de la Ligue 1, 8 se sont disputées entre vendredi et samedi. Cette 10e sortie marquera une pause ce dimanche pour reprendre le lundi et prendre fin le mercredi. En attendant, voici donc le résultat des matches joués.

### Vendredi 5 décembre

Au Stade Mamadou Konaté de Bamako  
AS Police-CS Dougouwolofila: 0-2

Au Stade Mamadou Diarra de Koulikoro  
AS Nianan-ASB: 1-1

### Samedi 7 décembre

Au Stade Modibo Kéita de Bamako  
ASOM-Stade malien de Bamako: 0-1  
Yeelen Olympique-Onze Créateurs: 1-0  
Au Stade Mamadou Diarra de Koulikoro  
AS Perf.-Avenir AC de Tombouctou: 0-3  
A Kita  
Mamahira AC-LC BA: 0-1

A Barouéli  
AS Bakaridjan-Sonni AC de Gao: 0-0  
A Mopti  
AS Sabana-CSK: 0-1

Suite:

### Lundi 9 décembre

Au Stade Modibo Kéita de Bamako  
COB-US Bougouni, 16h  
USFAS-UCS Kita, 18h  
Mercredi 11 décembre  
AS Réal-Djoliba AC

■ ALASSANE CISSOUMA

PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

## Coupe CAF : L'objectif carton plein à domicile commence bien pour le Djoliba AC

**D**ans la douleur, les rouges de hèrèma-kono ont arraché leurs trois premiers points à domicile pour la phase de groupe de la coupe CAF.

Pour le premier match en groupe devant son public, le Djoliba AC de Bamako recevait ce dimanche au stade du 26 mars les sud-africains Bidvest Wits. Une rencontre très délicate pour l'équipe de coach Kouadjo qui était amputée de plusieurs éléments clés ; notamment les deux piliers de la charnière centrale. Et face à une équipe des Wits très joueuse, on ne pouvait qu'être inquiet.

Dès l'entame du match les hommes de coach Hunt ont pris le contrôle du Ballon sans pour autant être dangereux devant le but d'Adama Kéita. C'est plutôt les rouges qui profitent d'un de leurs temps forts pour ouvrir le score à la 30' par l'intermédiaire de Talatou Djibo qui trompe Brandon d'un pointu après avoir été idéalement servi par Ousmane Coulibaly dans les 16m. C'est sur ce score qu'interviens la

pause sans qu'aucune des deux équipes aient pu montrer grande chose à part un tir un peu vicieux de Domingo à la 43' repoussé par Adama Kéita.

En deuxième période, on a vu les sud-africains revenir avec une grosse envie de revenir au score sans perdre leur football. Ils ont mis la pression sur la défense rouge et ont failli obtenir l'égalisation par deux fois, à la 76' et dans le temps additionnel, mais le gardien Kéita, puis le poteau ont permis aux hommes de Kouadjo de garder leur cage inviolée. Les djolibistes auraient même pu aggraver le score, sur peut être la seule vraie occasion de l'équipe en deuxième période, si Ousmane Coulibaly n'avait pas été trop altruiste à la 70' en choisissant la passe au lieu de fusiller à bout portant le gardien des wits.

Le Djoliba a sauvé ses premiers trois points devant son public malgré les efforts de l'adversaire pour revenir au score. Les rouges réussissent du coup un bon début de la phase

de poule après le nul lors du premier match à l'extérieur et ils peuvent toujours viser l'objectif de faire le plein des points à domicile, c'est-à-dire neuf sur neuf possible.

À la fin de la rencontre, l'entraîneur djolibiste a fait part de sa satisfaction après cette victoire contre une très belle équipe coachée par un très bon entraîneur qui a fait souffrir son équipe, privée de plusieurs joueurs importants. Mais il a expliqué que l'essentiel, qui est la victoire, est acquis donc la manière importe peu.

Le coach Gavin Hunt de Bidvest Wits a, lui aussi, évoqué l'absence de joueurs cadres mais la malchance et l'état du terrain qui, selon lui, n'étaient pas l'idéal pour développer un bon football comme l'aimerait son équipe.

Grâce à cette victoire, les rouges partagent la tête du groupe C avec le Horoya de Conakry, qui s'est imposé par le même score 1-0 face aux libyens d'Al-Nasr Benghazi. Les deux équipes sont à 4pts chacune avec une meilleure différence de buts pour le Djoliba. Tandis que les Wits et les libyens de Benghazi restent à 1pts.

■ SAÏDOU GUINDO





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Des étapes sont à vivre pour ressentir une sérénité. Des réunions peuvent remplir votre journée intense. Il faut éviter de vous consacrer aux autres, car vos collègues apprécient votre soutien. Concentrez-vous sur vos tâches et apprenez à refuser les demandes.

Les dépenses peuvent avoir un lien avec le règlement des factures ou des paiements obligatoires. Vous devez attendre de stabiliser votre budget pour acheter des produits chers. De petits accessoires destinés aux loisirs et aux sports sont probables.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vos performances font grand bruit au sein de votre entreprise. Vos prises de risque ne sont pas toujours bien accueillies, sachez que votre attitude ne laisse personne indifférent. Vous n'avez qu'une seule chose en tête, continuer vos prouesses.

La journée est placée sous le signe de l'économie, en effet, aujourd'hui il est préférable d'avoir des oursins dans la poche plutôt que de dépenser votre argent à tout-va. Pour le moment les charges de la maison sont plus importantes que le reste.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Le climat favorise des discussions au sujet des conditions de travail. Vous retrouvez du courage et souhaitez vous éloigner du service à cause de la désorganisation. Soyez patient tout en restant à l'écoute, car un coup de piston pourrait vous y aider.

Les dépenses sont importantes et elles sont difficiles à freiner. Vous devez faire attention à vos tentations, car vous craquez facilement sur des gadgets ou des accessoires. Les produits destinés à la voiture peuvent faire partie des frais principaux.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous aurez un peu tendance à vous disperser pour aller grappiller des informations plutôt que de vous concentrer sur un dossier en particulier. Recentrez-vous sur un objectif prioritaire, ce sera davantage efficace.

Vos finances s'épanouissent et vous obtenez ce que vous attendez. Vous êtes dans une phase de réalisation et de prospérité. Toutefois, attention aux dépenses inutiles qui pourraient vous faire perdre de l'argent par excès de confiance.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Pour réussir dans votre carrière, vous avez besoin de vous entourer de personnes comme vous qui sont loyales et avec une conscience professionnelle. La journée est source de satisfactions avec un avancement sensible dans votre évolution professionnelle.

La prudence est utile, car même si votre capacité financière vous permet de dépenser sur des loisirs, vous pourriez vivre au-dessus de vos moyens et vous retrouver avec un risque de découvert. Tentez de différer vos frais peu utiles et regrettables.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Votre intuition vous dit qu'un collègue n'est pas fiable, voire malhonnête. Vous hésitez à en faire part à votre hiérarchie. Par peur d'être mal perçu par vos collaborateurs, vous préférez vous taire. Vous rongez votre frein en le gardant à l'oeil.

Aujourd'hui vous pourriez être amené à déplacer de l'argent ou à régler une situation financière datant d'il y a quelques mois. Vous ne pourrez pas y échapper, même si ça ne vous enchante pas, autant solutionner le problème au plus vite.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Des concessions sont à faire. Le poste actuel ne vous donne guère de satisfaction et vous avez l'impression de faire un travail d'exécution en vous oubliant. Une piste vers un nouveau poste peut venir de la part d'un collaborateur qui vous appuie.

Vous savez réaliser des économies avec des astuces en attendant que vos finances se stabilisent de nouveau. La prudence est recommandée pour préserver le budget et ne pas avoir de découvert avant la fin du mois. Les soldes ou du bricolage sont conseillés.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Votre dynamisme et votre efficacité ne trouvent pas de quoi s'exprimer. Aussi, vous déciderez de changer la donne ! Vous reverrez entièrement votre manière de travailler et proposerez de nouvelles idées à votre hiérarchie qui sera bien obligée de vous écouter !

Vous parvenez à faire fructifier vos ressources financières. Jupiter dans le secteur vous aide à mener votre barque. Mais si la chance peut vous sourire, n'en faites pas un principe acquis ! Uranus dissonant pourrait brutalement vous faire perdre une partie de vos gains.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Mars en Vierge vous met sous pression et votre activité demande d'être réactif. Vous devez être prudent quand vous parlez : vous êtes sec et autoritaire, car vous êtes pressé. La complicité professionnelle peut défaillir pour des questions de maladresse.

Si un ancien ami vous réclame de le dépanner financièrement, ne le faites pas de suite. Il est conseillé de ne pas prêter votre argent et de cesser de céder aux pulsions de dépenses. Neptune en Poissons vous incite à dépenser pour n'importe quel prétexte.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Sur le plan professionnel, Neptune vous annonce que vous sortez la tête de l'eau. Exit les petits tracassés, vous êtes bien décidé à aller de l'avant. Dorénavant, vous faites la part des choses, vous prenez le recul nécessaire, vous devenez optimiste.

Vous rappelez à votre employeur l'augmentation promise, de peur que votre accord ne passe aux oubliettes, mais pour l'obtenir, vous devrez redoubler d'efforts, pensez à votre compte en banque, apparemment on vous teste encore sur vos compétences.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Uranus votre planète, vous aide à aller de l'avant. Une petite part de risque est prise pour trouver un nouveau poste. Un appui inattendu devrait provenir d'un collègue. Vous lui inspirez confiance. Il voit vos potentiels et tente de vous appuyer.

Il est utile de faire des économies. Vous vivez au-dessus de vos moyens, car vous craquez facilement sur des articles. Des achats pourraient être sans importance ou être peu utiles. Une petite pause sur les dépenses serait utile et même nécessaire.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Vous prenez les choses en main et tenez le rôle de leader. Très intuitif, sous l'effet de Mercure vous insufflez des idées ingénieuses, et, coaché par Uranus, vous suggérez des modifications nécessaires à une meilleure organisation. Vous avez tout compris !

Côté budget, il serait bon de penser restructuration... Votre banque pourrait vous rappeler à l'ordre si vous dépassez un découvert autorisé ou si vous n'avez pas les fonds suffisants pour honorer un prélèvement. Restez vigilant.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**